Grève : les chèques ne sont plus encaissés depuis un mois, 100 millions d'euros "manquent pour la trésorerie de l'Etat"



Le Centre des Finances publiques de Rennes : c'est ici que les contribuables viennent chercher des réponses à leurs interrogations. ● © Pablo Patarin / Illustration

https://france3-regions.franceinfo.fr/bretagne/ille-et-vilaine/rennes/greve-les-cheques-ne-sont-plus-encaisses-depuis-un-mois-100-millions-d-euros-manquent-pour-la-tresorerie-de-l-etat-3448239.html

Un mouvement de grève dans les centres d'encaissement des finances publiques à Rennes (Ille-et-Vilaine), qui dure depuis près de 4 semaines, empêche l'encaissement de 100 millions d'euros.

Cent millions d’euros sont bloqués par la grève dans les centres d’encaissement rennais. Depuis maintenant quatre semaines, des agents des finances publiques sont en grève à Rennes.

Cent millions d’euros sont bloqués par la grève dans les centres d’encaissement rennais. Depuis maintenant quatre semaines, des agents des finances publiques sont en grève à Rennes.

Ce sont des fonctionnaires en poste aux centres d’encaissement des chèques de Rennes, services qui doivent fermer le 1er septembre 2027. *"On nous a annoncé cette fermeture en 2025, arguant que les contribuables ne faisaient presque plus de chèques, et depuis, rien. La quarantaine d'agents concernés sait juste qu'ils vont être redéployés dans d'autres services. et ils sont très remontés car ils souhaitent avoir une compensation financière et la garantie de conserver leur salaire et ils ne se sentent pas écoutés"*, explique Nathalie Hardy, secrétaire départementale de la CGT finances publiques 35.

"Beaucoup d'agents ont des troubles musculo-squelettiques"

"Il faut savoir que ces agents travaillent sur des machines pour

traiter les chèques. Certains sont là depuis 20 ans et beaucoup ont des troubles musculo-squelettiques. Les revendications de l'ensemble des collègues des deux centres sont celles de bonnes conditions de reclassements et de mesures de compensation. Ils et elles se sont battu·es contre la fin de leur mission, en vain. Maintenant, puisque la décision semble inéluctable, il s'agit de ne pas être perdant·es et de bénéficier de compensations à la hauteur de leur préjudice", poursuit Nathalie Hardy.

Avec le soutien de la CGT, suite à la réception d'une délégation reçue le 3 novembre à Bercy pour entamer des négociations, une deuxième séance s'est tenue le 10 novembre, sans avancée significative : *"Le mouvement est donc reconduit. La CGT s'insurge contre le mépris affiché par la hiérarchie qui laisse des agents en grève pendant des semaines et ne répond pas à leurs revendications, sous prétexte qu'il n'y a jamais eu de primes de fermeture car ça ne rentre pas dans le cadre réglementaire. Il a été évoqué éventuellement une prime symbolique mais on attend le montant"*, précise Nathalie Hardy qui fait remarquer que *"les chèques à partir de 2027 devront être traités par des agents d'autres services mais sans machine, donc ça aura un impact sur tout le monde en fait"*.

"Des dizaines de milliers de chèques non encaissés"

La secrétaire départementale de la CGT finances publiques 35 tient à ajouter que *"bien entendu, ces jours de grève ne sont pas payés mais que ce conflit social a aussi un impact sur les finances de l'Etat. La direction laisse en souffrance des dizaines de milliers de chèques non encaissés, notamment de nombreux effectués en paiement des taxes foncières, ainsi que de nombreux paiements de créances locales (cantines, EHPAD, ordures ménagères,...). Ce sont donc 100 millions d'euros qui manquent pour la trésorerie de l'Etat et des collectivités locales, alors que par ailleurs le gouvernement ne cesse de mettre en avant les difficultés budgétaires"*, conclut-elle.

Pour sortir de l'impasse, une nouvelle séance de négociation est d'ores et déjà fixée le vendredi 13 novembre.